

TRIBUNE

POUR LA

CONSTITUANTE

SOUVERAINE

LIBERTES

DEMOCRATIQUES

ALGERIENNE

— SOMMAIRE —

- * Le C.L.T.A. : le 19 Nov., NON A LA CONSTITUTION DE BOUMEDIENE ET DE L'A.N.P. !
- * EDITORIAL * LETTRE au P.R.S. * le P.C.F. (76) : VIVE BOUMEDIENE ! VIVE LA CHARTE;
- le P.C.F. (66) : A BAS BOUMEDIENE ! CONSTITUANTE; 1 militant du P.A.G.S. S'ADRESSE A SON PARTI * "DEBATS" AUTOUR DE LA CHARTE ;
- CE QUE LES MASSES ONT DIT * GREVES... OCCUPATIONS... U.G.T.A. * REVOLUTION ET CONTRE-REVOLUTION AU MOYEN-ORIENT... etc

4f

CORRESPCE SELIO

87 rue du Faubourg St-Denis 75010 - PARIS

n°8 nov 76

A l'heure où nous ronéotons ce journal nous apprenons que les "élections" sur la Constitution auront lieu le 19 Novembre en Algérie. Quelques remarques s'imposent

1) L'avant-projet de Constitution a été rédigé par une Conférence nationale composée des membres du Conseil National de la Révolution, du commissaire politique de l'A.N.P., de la direction de l'appareil du Parti, du Walli d'Alger, du Lieutenant-Colonel Allag, du représentant de l'Amicale des Algériens en Europe, de l'Organisation Nationale des Moudjahidines, des "représentants des organisations de masse"... Bref de tout le gratin de l'appareil d'Etat !

2) Comme il est de tradition sous Boumediène... il a été "voté" par acclamation !

3) Il s'inspire de la Charte Nationale "source suprême de la politique de la Nation" qui interdit les libertés démocratiques, érige l'Islam en religion d'Etat, organise la répression, instaure l'austérité pour les travailleurs... limite le droit de grève... Cette Charte, a été votée lors d'élections truquées le 27 Juin 76. La preuve en a été faite !

Comme nous l'avons expliqué à propos des "élections à l'algérienne" du 27 Juin, les opérations de Boumediène (élections successives) sont une tentative de réponse à la crise politique de l'appareil d'Etat, conjuguée à la crise économique et à la banqueroute et à la montée des masses, structurée autour de l'A.N.P. et des forces de répression (DARAK EL WATANI, Sureté Nationale). Les 98,51 % "obtenus" lors des "élections à l'algérienne" du 27 Juin 76 sont la preuve tangible qu'il n'y a rien à attendre de ce régime dont "... seule l'A.N.P. représente la légitimité". Ce régime militaro-policié ne peut être "démocratisé".

Dans ces conditions les militants trotskystes du Comité de Liaison des Trotskyistes Algériens pour la Reconstruction de la IVe Internationale et les militants de "Tribune Algérienne pour la Constituante" qui ont refusé le 27 Juin de participer à la campagne dont l'objectif est de tenter de restaurer la façade lézardée de la diotature militaro-policière et de plébisciter Boumediène, parce qu'ils restent fidèles au combat de leur peuple pour ses droits et libertés légitimes, disent avec des milliers de travailleurs, de fellahs, de jeunes, de femmes :

* NON au régime de l'arbitraire

* Pour un gouvernement responsable devant une Assemblée Constituante Souveraine élue au suffrage universel où chaque parti, groupe, organisation pourront présenter leurs candidats.

* Libre activité de toutes les organisations politiques, syndicales, culturelles de jeunesse.

* Liberté de presse, de réunion, d'organisation

* NON à la caporalisation de l'U.G.T.A. Indépendance de l'U.G.T.A. par rapport au pouvoir ! Congrès extraordinaire démocratique de l'U.G.T.A. !

* NON à la religion d'Etat ! Laïcité de l'Etat

* Pour le socialisme

EDITORIAL

Le référendum sur la charte a constitué, comme chacun sait, un succès éclatant pour le pouvoir.

98,51 % de oui, cela aurait dû provoquer à l'annonce de ces résultats triomphants, l'enthousiasme des fellahs, des ouvriers des femmes et de la jeunesse. Mais ce ne furent que sarcasmes, indifférence ou indignation devant le cynisme des commissaires et walis qui transformèrent le vote massif pour le "Non" en son contraire. Et chacun d'établir des comparaisons avec les élections truquées de l'époque coloniale, celle de Borgeaud - Soustelle - Lacoste, les fameuses élections "à l'algérienne"!

98,51 % de oui, cela aurait dû amener Boumediène qui détient tous les pouvoirs à épurer les responsables les plus corrompus, qui pillent ouvertement les entreprises nationales et les dinars de l'Etat, ces dinars qui proviennent de l'impôt payé par les travailleurs qui pèsent une charge fiscale écrasante. Et pourtant, n'est-ce pas dans le journal officiel du parti "El Moudjahid" du 7 octobre 1976 qu'on peut lire ceci :

" N'est-il pas exact aussi, alors qu'il fallait à tous les échelons entreprendre une lutte sérieuse contre la bureaucratie, de même que la corruption au niveau du secteur public et principalement des monopoles, laquelle a engendré de nouvelles et mystérieuses fortunes, que la situation n'a guère connu jusqu'à présent d'amélioration notable dans ce domaine ? "

El Moudjahid est prudent et cette critique timide de la corruption ne vise pas à dénoncer les dirigeants corrompus mais à lancer "l'enquête sur la bureaucratie" de la Présidence, qui vise à cerner le visage mystérieux de la bureaucratie !

Mais dans "Politique Hebdo" du 4 au 10 octobre, journal gauchiste qui soutient inconditionnellement le pouvoir actuel, on peut lire dans un article intitulé "SOS Algérie" du plumeur A.P.LENTI.N ceci :

" Certes, cette droite ne juge sans doute pas que le moment est déjà opportun pour monter à l'assaut des bastions du régime, mais l'importance des places fortes qu'elle détient au sein de l'appareil d'Etat (souligné par nous) et les brèches qu'elle décèle au niveau des centres névralgiques du pouvoir, l'incitent à des opérations d'infiltration et de harcèlement de plus en plus appuyées." (p.20)

Une série de questions se posent .

Comment et pourquoi "le socialisme algérien" a-t-il permis à la bourgeoisie d'occuper des positions décisives dans les sociétés nationales, les Banques et l'appareil d'Etat, c'est à dire la haute administration, la police, l'armée ?

Comment la "nationalisation" des mines, des usines, des hydrocarbures, des Banques, la réforme agraire ..., la liquidation progressive du secteur privé ... ont abouti au renforcement de la bourgeoisie, qui sans base matérielle et sociale est parvenue à détenir "des places fortes au sein de l'appareil d'Etat" ?

Et pourquoi Boumediène n'utilise-t-il pas le référendum triomphal pour mettre au pas la bourgeoisie ou du moins chatier les voleurs et spéculateurs connus de tous ?

98,51 % de oui, donc un suffrage populaire, cela aurait du amener le pouvoir à prendre des mesures immédiates en faveur des couches les plus défavorisées : blocage des prix alimentaires de base, des loyers, des transports, un approvisionnement suffisant en semoule, pain huile, lait, viande, sucre pendant le mois du Ramadhan.

Cela aurait du permettre une véritable rentrée scolaire et non pas la caricature d'enseignement donné actuellement, un contrôle sanitaire plus grand sur les produits alimentaires vendus, la solution des difficultés innombrables qui épuisent les travailleurs et rendent la vie quotidienne insupportable : transports insuffisants et surchargés, voirie défectueuse, délabrement incroyable des bâtiments publics, hôpitaux, postes, logements insalubres et chers ...

Lorsque "El Moudjahid" du 7 octobre dénonce

" certains élus des collectivités locales ... (qui) se détournant des problèmes véritables et quotidiens dont leurs administrés attendent la solution (voirie défectueuse, hygiène douteuse, écoles insuffisantes, manque d'initiales créatrices d'emplois) et se contentent de vivre en quelque sorte du budget de l'Etat sans y contribuer d'aucune manière ? "

n'est-on pas en droit de s'indigner et de dire à nos plumitifs : Mais pourquoi êtes vous resté silencieux si longtemps ? Qui a désigné ces soi-disant élus aux pseudo élections des A P C et A P W ? ET pourquoi, au lieu d'exhorter "certains" de ces "élus" (comme s'il ne s'agissait pas de la majorité des désignés aux A P C et A P W) à plus d'activité, ne cherchez vous pas les causes profondes de la corruption et de l'impunité de ces dirigeants ?

Et pourquoi les walis et les services de la Présidence n'interviennent-ils pas ? Les 31 walis n'ont-ils pas été installés par les colonels de l'A N P qui contrôlent avec le daralz et watani et la Sureté Nationale tous les rouages de la vie économique, administrative et politique ?

Et qui peut croire encore à la fable du "socialisme démocratique algérien", quand ceux qui le proclament et le défendent sont des plumitifs ou des bourgeois incapables et corrompus qui vivent en plus parasites du budget de l'Etat constitués pour une part des revenus des hydrocarbures bradés à l'impérialisme américain, et de l'impôt des travailleurs ?

La campagne fort prudente et limitée lancée par El Moudjahid ne constitue pas une campagne d'assainissement comme tente de l'expliquer Balta dans "Le Monde" du 14 octobre (la presse jouant pleinement son rôle en application de la Charte), mais le cri d'alarme de dirigeants qui voient la colère des masses déferler irrésistiblement contre l'ensemble de la classe dirigeante, parasitaire et corrompue jusqu'à la moelle, incapable de réaliser les tâches les plus élémentaires de la vie administrative, sociale et politique. Et cette classe dominante, c'est la bourgeoisie, partie composante de la bourgeoisie mondiale, même si elle a été contrainte d'accepter la tutelle de l'A.N.P. et de Boumedienne.

98,51 % de oui à la Charte, cela aurait du permettre au pouvoir de réaliser facilement ses autres objectifs annoncés dans le discours du 19 Juin 1975 et reportés à Décembre 1976 en attendant mieux.

Pourquoi après un vote aussi triomphal sur la Charte, Boumedienn a été incapable de mettre sur pied une commission relativement représen-

tative pour élaborer son projet de Constitution ? Pourquoi le huis clos sur la discussion menée au sein du seul Conseil de la Révolution ? N'est-on pas sûr d'obtenir plus de 98,51 % des voix ?

Mais le problème n'est pas là. Si Boumedienne ne parvient pas à faire passer son projet de Constitution, c'est que les contradictions sont si profondes au sein des cliques qui se déchirent pour le contrôle de l'appareil d'Etat, la faillite du régime est telle(1), le mécontentement de l'immense majorité du peuple algérien est tel, qu'un nouveau referendum triomphal risque de faire tout sauter.

98,51 % cela aurait du signifier une approbation massive des travailleurs pour la politique sociale du régime : l'acceptation du blocage des salaires, la politique des revenus c'est à dire des salaires liés à l'augmentation de la productivité du travail et à la rentabilité des entreprises, l'augmentation des heures de travail et des cadences, en bref la surexploitation du travail.

Cela aurait du signifier l'acceptation des structures corporatives de la Gestion socialiste des entreprises, la transformation de l'U G T A en un rouage de l'appareil d'Etat au lieu d'être l'organisation syndicale des travailleurs salariés .

Mais la réalité est tout autre .

Lorsque les travailleurs de la MITEX - FITEX déclanchent depuis le 8 Septembre une grève pour imposer la reconnaissance d'une section syndicale et mettent en place un piquet de grève, cela signifie que loin de s'aligner sur la soi disant solidarité nationale patrons-ouvriers les travailleurs veulent s'organiser sur le terrain de classe avec l'U G T A pour affronter la bourgeoisie.

Lorsque les ouvriers de la C B T B occupent leur chantier et réclament une augmentation massive des salaires, et tiennent bon malgré les pressions exercées par l'Etat pour les amener à reprendre le travail, cela signifie que les ouvriers n'acceptent pas la politique des revenus du pouvoir, qu'ils ne veulent pas faire les frais de la politique d'austérité et de faillite du régime.

Lorsque les conducteurs de la R.S.T.A. d'Alger déclanchent la grève des transports, cela veut dire que la classe ouvrière est prête à affronter le pouvoir.

Ce pouvoir, les travailleurs et tout le peuple algérien le savent c'est un pouvoir illégitime né du putsch du 19 Juin 1975. Et son dirigeant c'est le colonel Boumediene qui n'a jamais combattu sur le sol national mais a su, en Juillet 1962, utiliser ses blindés contre le peuple algérien.

Aujourd'hui chacun le constate. Le "socialiste" Boumediene c'est celui même qui a bradé l'Algérie à l'impérialisme U.S.

(1)

" La puissante EXIMBANK américaine (qui finance les gros contrats à l'exportation) a récemment refusé d'accorder une nouvelle ligne de crédit à l'Algérie, estimant que "len niveau des emprunts (officiellement 22 milliards de francs) est actuellement trop élevé et les revenus pétroliers inférieurs aux prévisions".

(l'Expansion. Octobre 1976 p.32)

Le "démocrate" Boumediène, c'est celui qui a privé le peuple algérien de toutes ses libertés et a truqué les élections.

"L'anti-impérialiste" Boumediène, c'est l'ami et le complice de l'A S S A D le boucher, assassin de la révolution palestinienne et du peuple libanais.

Les travailleurs, les fellahs, les femmes et la jeunesse savent qu'il n'y a rien à attendre de ce régime corrompu, totalitaire et incapable.

Lors de la Charte, malgré le débat caporalisé, ils ont su, sans aucune illusion sur la démocratisation du régime, utiliser la crise de l'Etat pour exprimer leurs revendications.

Ce qu'ils ont dit, ce qu'ils veulent, c'est comme nous l'établissons dans un autre article :

- la fin de l'arbitraire
- les libertés démocratiques
- la réforme agraire qui donne toute la terre aux paysans
- l'indépendance de l'U G T A
- les élections libres au suffrage universel pour une Assemblée Constituante Souveraine.

Le Comité de Liaison des Trotskyistes Algériens organise des journées d'Etudes (non publiques) sur le bilan de la Révolution Algérienne. Ces journées d'Etudes se dérouleront dans le courant Décembre 76, Janvier et Mars 77.

Ces journées d'Etudes se feront sur la base de 3 brochures (1925-1954 - 1954-1962 - 1962-1977) publiées et rédigées par le C.L.T.A. comme éléments d'introduction à la discussion. La première brochure (de 1925 à 1954) est d'ores et déjà prête. Elle sera en vente à partir du 25 Novembre à la SELIO au prix de 8 F.

Pour la recevoir écrire et envoyer un chèque de 10 F (non libellé) à la SELIO - mention C.L.T.A.

L E T T R E AU P.R.S.
(Parti de la Révolution Socialiste)

Comité de Liaison des Trotskyistes Algériens
(C.L.T.A.) pour la reconstruction de la
IVe Internationale

"Tribune Algérienne"
pour l'Assemblée Constituante en Algérie

Correspondance : S.E.L.I.O.
87, rue du Fbg. St-Denis
75010 PARIS

ALGER, 25 octobre 1976

Chers Camarades ,

C'est avec un vif intérêt que nous avons étudié le N° de Juin 1976 (n°17) d'EL JARIDA, l'organe du P.R.S.

En effet, indépendamment des divergences qui existent entre nos organisations, le PRS condamne sans ambiguïté le régime bourgeois de Boumediene, considère que la lutte pour le socialisme ne peut être que le résultat de la lutte des couches exploitées "au premier rang, des- quelles se trouve le PROLETARIAT ALGERIEN, dont le ROLE DIRIGEANT" ... et qu'il est nécessaire de lutter pour "la construction d'un mouvement révolutionnaire des classes exploitées, AUTONOME par rapport à la petite bourgeoisie et à la bourgeoisie", ce qui veut dire que le PRS déclare combattre pour créer une organisation de la classe ouvrière.

Dans cette voie, vous vous prononcez pour "une Charte des Libertés" comprenant

- "la liberté de pensée, d'opinion, d'expression et de presse"...
- "la liberté de réunion, d'organisation, de constitution des partis politiques"
- "le respect des libertés individuelles contre l'arbitraire et la répression"
- "le droit au travail, au logement"...
- "l'élection d'une Assemblée Nationale Constituante"....,

propositions qui constituent pour une large part la plate forme de "Tribune Algérienne" l'organe du combat pour la Constituante en Algérie, lancé depuis Septembre 1974 et dont le combat est soutenu totalement par le C.L.T.A.

Dans la mesure où "EL DJARIDA" déclare "accepter le dialogue, faire preuve de tolérance, taire les divergences secondaires", nous sommes prêts à vous rencontrer pour discuter de cette charte des libertés et de l'action que nous pourrions mener ensemble.

Dans l'attente d'une réponse favorable, recevez, Chers Camarades, nos salutations révolutionnaires.

LETTRE d'UN COMEDIEN ALGERIEN à " TRIBUNE ALGERIENNE "

Chers Camarades,

La prise de position de la direction du Théâtre National Algérien (TNA) (avec à sa tête Mohammed BOUDDIA assassiné en 74 par les services secrets israéliens à Paris), au lendemain du coup d'Etat militaire de Boumediene du 19 Juin 65, a entraîné comme vous le savez sans doute, l'exil de la majeure partie de la direction du TNA, des animateurs et des comédiens. Ceux-ci, dès le lendemain de l'indépendance avaient donné toutes leurs forces à la remise au grand jour de la culture algérienne - profondément mutilée par le colonialisme - comme une composante fondamentale de la Nation et du peuple algériens. La destruction du TNA, après 65, participait de la volonté du contre-révolutionnaire Boumediene, de réduire au silence le peuple algérien, ses organisations politiques, syndicales, culturelles ... Dans une certaine mesure on peut dire qu'il y a partiellement réussi entre 1965 et 1973. Pendant cette période le TNA vidé de ses forces vives, des animateurs compétents, talentueux, dévoués et enthousiastes, n'allait plus devenir qu'un instrument de transmission sur le terrain de la culture de la propagande du régime contre-révolutionnaire de Boumediene.

Il ne s'agit pas pour moi de condamner ceux qui dans le cinéma et dans le théâtre n'ont pas eu le courage de refuser cette nouvelle mission du TNA. Ils ont cru à tort ou à raison, pouvoir continuer (non pas seulement pour exercer leur métier) à assurer même dans ces conditions difficiles, les tâches pour lesquelles ils avaient les uns combattu pendant la guerre d'indépendance, les autres opté pour cette profession. Il serait erroné, à mon avis de partir de considérations morales pour condamner (ou saluer) l'attitude, la prise de position des individus.

Les "contorsions" de KATEB YACINE (et d'autres) qui dans un premier temps se sont "mis au service" de l'appareil d'Etat pour ensuite dénoncer violemment celui-ci, sont le reflet dans le secteur de la Culture de l'étouffement, mais aussi de la remontée de la volonté de combat des travailleurs de la Culture. Cette situation est à l'image de ce qui se passe dans la réalité de la vie quotidienne algérienne.

Si l'on exige de la classe ouvrière qu'elle produise - le ventre vide - et qu'elle se taise, on exige des travailleurs de la Culture de "cultiver" l'ignorance, de chanter des louanges aux bienfaits du régime ... La démagogie, la propagande chauvine, religieuse, nationaliste, le crétinisme sont érigés en Art et livrés au peuple algérien comme "nourriture spirituelle" à défaut de "nourriture terrestre". Il suffit de voir les programmes des cinémas d'Alger pour s'en convaincre.

Les "navets" égyptiens pimentés de la traditionnelle danse du ventre - bien arabe! - en arabe littéraire (qui le comprend?) sous-titrés en français!, les "derniers" (au sens de médiocre) films hindous - le "monde arabe" n'a pas de frontières - cotoient allègrement James Bond (en rediffusion permanente)... Le seul film algérien de ces deux dernières années (LAKHDAR HAMINA : chronique des années de braise) a nécessité un budget ... qui a mis au chômage la quasi totalité des acteurs algériens

de cinéma et des jeunes metteurs en scène de cinéma !

Au niveau du théâtre la recette est simple : un peu de "Réforme agraire", un peu de "village socialiste", un peu (ou beaucoup) d'Islam ... un petit refrain sur la beauté du ciel de notre beau pays ... et vous êtes sûr d'être "protégé". Le "réalisme socialiste" (mouture algérienne) ... est de mise.

Il ne faut pas s'étonner dans ces conditions de la révolte publique de Katch Yacine à Alger et à Constantine ... ce qui lui a valu les coups des flics de Boumediène ... le retrait de la subvention ... et la mise au chômage de sa troupe. Aujourd'hui, les choses se clarifient tant chez les paysans, les travailleurs, que les "intellectuels" et les étudiants... et c'est tant mieux !

Le droit à la Culture, le droit d'association culturelle (et autres), le droit d'expression, sont pour nous, travailleurs de la Culture, une composante de la "liberté de notre peuple à disposer de lui-même", à se doter de son gouvernement librement choisi par lui, de ses partis et organisations, à penser haut et fort - LIBRE -

Je félicite (et m'associe) ^{l'} Tribune Algérienne et ses militants.

Le combat pour les libertés démocratiques est partie composante de la Révolution Socialiste en Algérie. Je le soutiens et m'y intègre.

Il va de soi que cette lettre ne s'intègre pas dans une "page culturelle" de "TRIBUNE ALGERIENNE" et que les idées qui y sont développées sur le théâtre, le cinéma ou les individus n'engagent que la seule responsabilité de leur auteur.

Si "Tribune" l'a publiée c'est qu'elle est d'accord avec les positions développées par ce camarade sur le combat pour les libertés démocratiques et leur expression sur le terrain de la Culture.

Le P. C. F., Robert LAMBOTTE, Francis COHEN, François HINCKER :

VIVE BOUMEDIENE ! VIVE LA CHARTE !

Décidément le Parti Communiste Français s'intéresse beaucoup, depuis quelques temps, à ce qui se passe en Algérie... Qu'on en juge !

En 75, succédant à Giscard d'Estaing, Georges Marchais rendait visite à Boumediène et à ses colonels. C'était l'occasion pour lui de saluer et de resserrer l'"amitié" qui unit le P.C.F. et l'appareil d'Etat algérien dirigé par le glorieux Boumediène "auteur du coup d'Etat anti-démocratique, réactionnaire, manipulé par l'im-périalisme" (position du P. C. F. au lendemain du coup d'Etat du 19 Juin 65) * Le communiqué commun F.L.N.-P.C.F. fait lors de cette rencontre saluait la "marche vers le socialisme sous la conduite du F.L.N. et du Conseil de la Révolution". Pour la première fois, publiquement et par écrit Marchais se prononçait contre la construction d'un Parti Communiste Algérien. D'ailleurs depuis cette date le représentant de l'Algérie au Congrès du P.C.F. n'est plus le P.A.G.S. (Parti d'Avent-Garde Socialiste - nouvelle dénomination de l'ex-Parti Communiste Algérien) mais le F.L.N...

Cette visite de Marchais a été suivie de nombreuses autres délégations de la CGT et du PC... La plus récente a été celle qui a été conduite par François Hincker et Francis Cohen et qui comprenait Colette Bernas, Yves Fuchs, Jacques Poulet etc... Ils en ont rapporté un article copieux (le tiers de la revue) pour la Nouvelle Critique (n° 97, Octobre 76) qui vante le socialisme de Boumediène et de ses colonels, la Démocratie qui a régné lors de la discussion et des débats autour de la Charte Nationale (cela signifie-t-il qu'elle n'existait pas auparavant ?) approuvée par 98,51 % des voix (pourquoi l'Humanité titrait-il 80 % ?). Cette Charte consacre pour le P.C.F. l'achèvement de la phase de Révolution Démocratique et Nationale et la "mise en route" d'une nouvelle période historique que les auteurs de l'article, ont d'ail-leurs bien du mal à définir. Il faudra attendre la parution d'un livre qui sera rédigé par Robert Lambotte "Algérie, naissance d'une SOCIETE NOUVELLE" Editions Sociales - pour apprendre que la Charte instaure par décret le SOCIALISME EN ALGERIE, Robert

* Il faut rappeler que le coup d'Etat du 19 Juin 65 sera suivi de l'arrestation, de la détention et de la torture de dizaines de militants et de dirigeants du P.A.G.S. et de l'U.N.E.A. qui ne seront libérés qu'en 71-72 (après un accord passé entre la direction du P.A.G.S. et Boumediène!...) et que dans une déclaration de 66 tirant le bilan de l'activité de l'O.R.P. (Organisation de la Révolution Populaire) - un front dans lequel le P.C.A. s'était dissous) et du P.C.A., les fondateurs du P.A.G.S. estimaient : "que dans l'étape démocratique et nationale que traverse nctre pays, seul le parti de la classe ouvrière, indépendant de toute autre force est le garant pour les masses popu-laires de la marche résolue vers le socialisme" Marchais c'est bien connu, n'a aucune mémoire !!!

Lambotte sait parfaitement que le débat autour de la Charte était truqué et caporalisé (Cf déclaration du C.L.T.A. TRIBUNE n° 7) et que la "démocratie" dans les débats a été suivie de la mise en fiches, de disparitions et d'arrestations, tout comme il sait parfaitement que les "élections" du 27 Juin ont été des "élections à l'Algérienne" c'est-à-dire des élections truquées. Des millions de travailleurs, de jeunes, de paysans le savent, l'ont vécu, l'ont constaté. Robert Lambotte n'en a cure. Il n'est pas à un mensonge près. Mais au-delà du charlatanisme politique et du mensonge, il faut voir dans la parution de ce livre la "nouvelle orientation" du P.C.F. (qui s'était bien gardé pendant des années de commettre quelque article que ce soit sur l'Algérie) qui met tout son poids du côté de l'appareil d'Etat militaro-policiier de Boumediène, contre le peuple algérien.

Pourquoi aujourd'hui de tels propos ? Pour qui ce livre a-t-il été rédigé ? Qu'y a-t-il d'essentiel dans celui-ci ?

Avant de répondre à ces questions il faut tout d'abord constater que ce livre n'est que la reproduction de la totalité du texte de la "Charte" émaillée, decouplée, de quelques commentaires !

Les Editions Sociales assurent ainsi une large diffusion d'un texte qui a eu une diffusion restreinte en Algérie (1 700 000 exemplaires selon El Moudjahid, 3 500 000 selon l'Humanité !). Si le "débat" a été large et démocratique" Robert Lambotte n'en signale nulle part le contenu. Nous réparerons cet "oubli" dans l'article que nous y consacrons dans ce numéro (à partir de lettres publiées dans El Moudjahid) et où l'on verra que contrairement à ce qu'affirme Lambotte, les travailleurs, les militants, les jeunes ont refusé de soutenir la Charte, et qu'ils ont passé au crible et dénoncé le contenu réactionnaire de celle-ci, qu'ils ont posé leurs propres revendications (indépendance de l'UGTA, libertés démocratiques, remise en cause de l'A.N.P. etc..) Là n'est pas l'essentiel pour Lambotte. Ce qui est essentiel pour lui c'est que la Charte, qui allie harmonieusement la marche vers le socialisme et l'Islam (érigé par la Charte en religion d'Etat !), l'austérité et la repression, la "Nation Arabe" (dont le peuple palestinien et libanais vivent chaque jour les bienfaits) et la "coopération internationale" (entendez la mise de l'Algérie sous la coupe de l'Impérialisme) légitime le coup d'Etat du 19 Juin 65 et Boumediène qui vont priver le peuple algérien de toutes ses libertés.

Le ton, l'enthousiasme et l'acharnement de Lambotte à défendre le régime et sa politique, ne s'expliquent que parce que Lambotte sait parfaitement que celui-ci est en crise ouverte depuis 2 ans, et que celle-ci va en s'accroissant chaque jour davantage sous les coups conjugués de la crise économique généralisée, de la crise de l'appareil d'Etat lui-même, et de l'offensive des masses algériennes (AIN BEIDA, BOUFARIK, UNIVERSITE, révoltes, émeutes, grèves, etc...) déterminées à refuser de faire les frais de la politique de Boumediène pour le compte de l'impérialisme et de la bourgeoisie. Telle est la "réalité algérienne" aujourd'hui. Lambotte comprend parfaitement

que la nouvelle forme de domination de classe (restructuration de l'appareil d'Etat) est une tentative de réponse à cette crise politique en même temps qu'elle constitue un aveu public de la faillite du régime tel qu'il a été mis en place après le coup d'Etat du 19 Juin 65, autour de la contre-révolutionnaire A.N.P. et des organes de repression (DARAK EL WATANI, Sureté Nationale, etc...).

C'est cette situation de crise qui prépare l'explosion révolutionnaire en Algérie qui explique le soudain "réveil" du P.C.F. et l'attention particulière qu'il porte à l'Algérie et à Boumediène. C'est par rapport à cela que celui-ci s'acharne à défendre le maintien coûte que coûte de Boumediène à la tête de l'appareil d'Etat.

La nécessité du maintien en place de Boumediène force le P.C.F. aujourd'hui à monter en première ligne dans la défense inconditionnelle de l'appareil d'Etat dont Boumediène est l'incarnation contre les intérêts des travailleurs, de la paysannerie et de la jeunesse algériens. Pour cela il faut détruire tous les cadres politiques qui pourraient permettre au peuple algérien de poser ses revendications y compris le Parti d'Avant Garde Socialiste (P.A.G.S.) L'avant-projet de Charte Nationale "oubliait" de parler du F.L.N., Lambotte dans un article des Cahiers du Communisme (Juin 76) conseillait gentiment à Boumediène (ce qu'il a fait!) de faire disparaître le sigle F.L.N. et de s'orienter vers la construction d'un Parti d'Avant Garde (quelle coïncidence dans les sigles!) qui serait selon Lambotte la fusion de tous les "militants et organisations progressistes (il s'agit du P.A.G.S.!) et anti-impérialistes".

Il a fallu l'intervention violente des militants du F.L.N. pour imposer à la Charte la réapparition du sigle F.L.N.

Par cette orientation le P.C.F. reprend la position qui a mené le P.C.A. sous les injonctions du PCF, à se dissoudre dans le F.L.N. en 1957 demandant à ce même P.C.A. de se dissoudre à nouveau dans l'O.R.P. (Cf note page 1 de cet article), positions qui ont été condamnées dans une auto-critique publique qui a été faite lors de la fondation du P.A.G.S. en 1966.

La réalité c'est que ce livre est destiné principalement aux militants du P.A.G.S. Soutenez Boumediène! (ce que la direction du P.A.G.S. fait depuis fort longtemps), dissolvez votre organisation!

Devant cette orientation les militants du P.A.G.S. sont désorientés. Bon nombre d'entre eux tirent le bilan de cette position qui vise à liquider leur organisation et refusent de jouer les valets de Boumediène qui a déclenché dès 65 la repression contre eux.

Ils savent que le combat pour le socialisme en Algérie passe par "la construction d'un parti de la classe ouvrière autonome, indépendant de toute autre force".

Les militants de "Tribune Algérienne" combattent en Algérie pour la reconnaissance et la libre activité de tous les groupes et organisations, comme une nécessité

fondamentale de la classe ouvrière algérienne à se doter de ses organisations indépendantes par rapport au pouvoir.

- Indépendance de l'UGTA par rapport au pouvoir !
- Libre activité des organisations, groupes et partis !
- CONSTITUANTE SOUVERAINE !

Quelle meilleure réponse à Robert Lambotte que ce texte rédigé par Robert LINHART et paru dans la revue mensuelle du P.C.F. "Démocratie Nouvelle" en Septembre 65 ?

"... Aujourd'hui, la démocratie réelle est un besoin pressant et vital pour la construction du pays. Elle est indispensable pour susciter la mobilisation et l'enthousiasme des masses populaires en vue de bâtir leur propre avenir, en vue de consolider d'indépendance. Elle implique le rejet de méthodes autoritaires et de contrainte contre les masses. Elle implique une grande confiance dans l'énergie créatrice et l'initiative du peuple et de la classe ouvrière, dans la confrontation constructive des opinions en vue des mêmes objectifs. Le bénéfice des libertés démocratiques doit s'étendre à toutes les forces nationales et anti-impérialistes du pays, encourager leur libre épanouissement et ne jeter l'exclusive sur aucune d'elles, en particulier sur les plus progressistes. Seules devront être limités et combattues les forces contre révolutionnaires et réactionnaires au service de l'ennemi impérialiste.

Ce sont avant tout les masses populaires, les patriotes clairvoyants et leurs organisations, qui doivent en permanence préserver, élargir les méthodes démocratiques et les faire entrer dans la vie du pays.

La démocratie réelle doit se traduire aussi dans les institutions de l'Etat algérien telles qu'elles seront mises sur pied par l'Assemblée nationale constituante.

a) cette Constituante doit être élue par un collège unique, au suffrage universel, direct et secret par tous les citoyens algériens, hommes et femmes âgés de 18 ans révolus. Tous les Algériens ayant 20 ans révolus peuvent être candidats.

Pour permettre à toutes les tendances nationales et progressistes du pays d'être représentées dans cette Assemblée, cette dernière doit être élue au scrutin proportionnel.

b) l'Assemblée constituante doit doter rapidement le pays d'une Constitution écrite prévoyant entre autres :

- Un Parlement formé d'une Assemblée nationale unique élue dans les mêmes conditions que la constituante et renouvelable tous les 4 ans.
- Un gouvernement issu du Parlement et responsable devant lui.
- Un Président de la République dont le mode d'élection et les pouvoirs seront fixés par la constitution.
- Des assemblées élues au suffrage universel dans les diverses subdivisions administratives et dans les villes, villages et douars.
- Une armée nationale et populaire, non de métier. Cette armée aidera aux tâches civiles de reconstruction, dans la mesure où elle ne sera pas occupée à des tâches de défense nationale. Elle sera au service de la République, du peuple, de la démocratie et de la paix. Le peuple veillera à ce que cette armée, composée de ses fils, ne soit pas utilisée comme l'instrument de politiques réactionnaires et antidémocratiques, à l'exemple de nombreux pays du Moyen Orient et d'Amérique Latine.

- la garantie par la loi des droits de l'homme, des libertés individuelles et publiques de pensée, d'opinion, de presse, de réunion, d'association et de culte, le respect des libertés syndicales et du droit de grève.
- La garantie par la loi de l'égalité en droits et en devoirs de tous les citoyens algériens sans distinction de race, d'origine, de religion, de sexe, de rang social, d'opinions politiques ou philosophiques.
- Une justice indépendante du pouvoir politique; la rédaction d'un code de justice moderne, tenant compte des réalités actuelles, s'inspirant des traditions démocratiques de notre peuple et de tout ce qui est progressiste dans le droit musulman, mais dégage de tout ce qui est figé ou conservateur dans ce droit..."

Ou cette lettre ouverte au parti d'un militant du P. A. G. S. (envoyée à "TRIBUNE" qui reprend pour l'essentiel le combat des militants de "TRIBUNE" ?

" Depuis quelques mois, notre pays est confronté à de graves difficultés.

L'action de l'impérialisme et de la réaction se conjugue avec les problèmes de la vie quotidienne qu'affrontent les masses populaires.

Chaque jour, la flambée des prix amenuise un peu plus le niveau de vie des travailleurs; les pénuries obligent les ménages à une course éperdue pour assurer leur nourriture.

L'exode rural, le manque de logement font que des centaines de milliers de personnes s'entassent dans des appartements trop petits ou dans les bidonvilles.

Sur leur lieu de travail, et malgré les progrès issus de l'industrialisation, les travailleurs sont contraints de combattre chaque jour, pied à pied, pour défendre leurs droits acquis, leurs droits d'expression et d'organisation.

Dans les campagnes, la Réforme agraire n'a pas réglé les problèmes fondamentaux de la paysannerie et ce, malgré les actions du volontariat et le dévouement des militants.

Les désistements, les multiples réformes des circuits de distribution, les retards dans l'application de la 2e phase et dans le démarrage de la 3e phase, et la toute récente pénurie de viande organisée par les chevillards, sont caractéristiques des freins opposés à la Réforme agraire, par la réaction, liée dans bien des endroits aux appareils du F.L.N., des A.P.C. et de l'U.N.P.A.

Face à toutes ces contradictions, face aux graves dangers qui menacent notre pays, en tant que militant du P.A.G.S., qui a vécu toutes les luttes du parti pour sa construction, son indépendance et son développement, en tant que militant qui, sur ces bases, a subi avec d'autres militants la répression et la torture, en tant que militant et responsable syndical, qui a mené avec tous les militants progressistes, la lutte contre la caporalisation de l'U.G.T.A. et pour son indépendance, nous pensons que notre Parti doit aujourd'hui se définir clairement face à un certain nombre de questions fondamentales que se posent la classe ouvrière algérienne et les masses laborieuses.

La déclaration de 1966 qui annonçait la création du P.A.G.S., tirant la leçon de l'activité du P.C.A. et de l'O.R.P., estimait que "dans l'étape démocratique et nationale que traverse notre pays, seul le parti de la classe ouvrière, indépendant de toute autre force politique, est le garant pour les masses populaires d'une lutte résolue pour le socialisme."

.../...

Aujourd'hui, les mots d'ordre de cette déclaration sont plus que jamais à l'ordre du jour.

Notre parti, pour mener une lutte conséquente, doit ouvrir une large discussion dans l'organisation sur les mots d'ordre suivants :

- Pour l'indépendance économique et la rupture avec l'impérialisme !
- Contre la bourgeoisie et la réaction intérieure !
- Pour la libération de tous les emprisonnés politiques, y compris BEN BELLA !
- Pour le retour des exilés politiques !
- Contre la caporalisation de l'U.G.T.A., qui doit rester la propriété des seuls travailleurs !
- Pour la reconnaissance de toutes les organisations, partis et groupes politiques et, en premier, pour nous militants du P.A.G.S., du PARTI D'AVANT-GARDE SOCIALISTE !

Alger, le 1er Mai 76

Camarades du P.A.G.S., qui a raison ?

Linhart et le P.C.F. en 66 ? le P.A.G.S. en 66 ?

le P.C.F. et Lambotte en 76 ?

Ou notre camarade du P.A.G.S. qui a écrit à "TRIBUNE" le 1er Mai 76 ?

DEBAT ATOUR DE LA CHARTE : CE QUE LES MASSES ONT DIT !

ANALYSE DE LA SOCIÉTÉ ACTUELLE

Les travailleurs, les fellahs, les jeunes ont constaté que, malgré la phraséologie du pouvoir, la société actuelle n'était pas socialiste :

"Nous continuons de vivre dans une société de classes, bien que l'option politique de notre pays est le socialisme avec un grand "S" (lettre n° 181)

"Les structures et les rapports humains traditionnels sont la dominante de notre société" (n°11)

"Le socialisme n'existe pas encore en Algérie....Nous souffrons de trop de problèmes.... même pour enterrer un membre de sa famille il faut du piston. Cela ne peut plus durer" (ANEP 13 - 05)

Les masses le savent bien :

"Il n'y a qu'un socialisme, le socialisme qui supprime les inégalités sociales, l'exploitation et qui donne à chacun les moyens de son épanouissement" (SONELEC, 19.05)

Les masses constatent :

"On nous parle de socialisme et qu'est-ce que nous voyons ? des responsables civils et militaires qui évoluent dans un décor social sans aucun rapport avec cet objectif. Ce n'est pas vrai, il n'y a pas actuellement de socialisme en Algérie... Pour qu'il se réalise il faudrait qu'il descende d'en haut. Que les responsables au plus haut niveau nous donnent l'exemple de ce qu'ils appellent un style de vie en harmonie avec les principes de la Révolution Socialiste" (ONP, 13-05)

Les travailleurs, les paysans, les jeunes définissent ainsi ceux qui dirigent l'Algérie actuelle :

"Etiquette socialiste, actes réactionnaires" (n° 32)

Ils disent :

"Non....Ce n'est pas pour des changements aussi superficiels que le peuple a sacrifié un million et demi de ses meilleurs enfants". (SONACOME - Oued Hamimine, 19-05)

Ils dénoncent les dirigeants actuels de l'Algérie, des bourgeois incapables et corrompus qui saccagent les richesses du pays et les livrent à l'impérialisme - bureaucratie - gaspillage - abus de pouvoir - arbitraire sont le résultat de la gestion du pays par de tels dirigeants :

"Au lieu d'être les défenseurs des droits des citoyens, ils (les présidents d'APC) deviennent leurs oppresseurs" (n°7)

Dénonciation des "abus flagrants et (de) l'esprit autoritaire de beaucoup de directeurs..... chefs de services (centraux et extérieurs) autoritaires et incontrôlables" (n°36)

"C'est le wali qui commande, qui dirige tout à sa manière comme s'il était l'élu de la population" (Alger - Centre 9/10 05)

"Médiocrité, incompetence, le laisser aller, sinon le sabotage.....l'arrivisme" (n°53)

"C'est dans les dépenses de prestige et des sociétés nationales qu'il (le gaspillage) se situe... Le bénéfice des producteurs va aux offices nationaux qui le consacrent à des dépenses de prestige, achat de voitures de service, bureaux neufs etc." (El-Kseur 20-05)

Contre l'existence de "responsables, à quelque niveau qu'ils soient, jouissant de privilèges et d'une certaine forme d'impunité qui leur donnent le pouvoir de bénéficier par rapport aux travailleurs, de commodités, de luxes, de gaspillages, d'arbitraires, d'injustices et de mensonges" (Kouba, 11-05)

"...Contre ceux qui veulent confisquer le pouvoir à des fins personnelles, au profit exclusif de leur caste ou classe et s'ériger ainsi en censeur des libertés pour que règne la dictature bourgeoise soumise au capitalisme international. (lettre n° 229)

La bureaucratie n'est pas une simple "maladie de la peau". Elle n'est en fait que l'expression d'un appareil administratif, lourd, rigide parfois pléthorique, centralisé et donc peu efficace".

"Il faut sanctionner sévèrement le copinage et le coquinage, le népotisme et la concussion... Si ces déviations existent il faut bien voir qu'elles résultent en partie du fait que certains se sentent "appuyés" voire pistonnés". (lettre n°210)

Elles ne comprennent pas :

"Pourquoi la réaction dispose-t-elle d'une aussi importante marge de manoeuvre ?" (lettre n° 231)

Les masses se prononcent pour :

"Abolir le capital à jamais" (n° 65)

"Pas de place à la bourgeoisie qui semble ici avoir des garanties" (cheminots d'Alger, 13-05)

"Eliminer la bourgeoisie nationale. Elle représente un danger qui se dessine sous une double perspective : d'abord elle ne cesse de s'élargir. Ensuite elle exploite les travailleurs". (Ben-Aknoun, 21-05)

....."Elles réclament des "sanctions exemplaires" immédiates, une enquête sur les fortunes, un "grand nettoyage", un assainissement et des élections à tous les niveaux, le contrôle des hauts dirigeants :

"Tout haut fonctionnaire et cadre de l'Etat ne doivent avoir

aucun lien avec la fortune, ni commerce au nom de leur femme ou autre subterfuge" (Alger - Centre 9/10 - 05)

"Nous suggérons le contrôle de tous les responsables.... Il faut enquêter sur les fortunes de ces gens, y compris les ministres" (INOVAC, 13 - 05)

"Enquêtes sur les fortunes mal acquises des responsables de l'Etat et du Parti" (Ministère des Affaires Etrangères, 14 - 05)

"N'importe quel personnage du Parti, de l'Etat ou de l'Armée est soumis à la vigilance du peuple dans ses activités"(n°51)

"Elimination des cadres de l'Etat qui ont profité de leurs postes de responsabilité pour s'embourgeoiser et accumuler des richesses" (SONAMA, 12 - 05)

"Le socialisme passe par un assainissement à tous les niveaux. Il faut dès aujourd'hui désigner les responsables et les écarter" (id.)

"Nécessité d'un assainissement et de l'élimination des "opportunités de tous bords" dans les rouages de l'Etat" (Ministère des Affaires Etrangères, 18-05).

"Il faut donc qu'à mon avis, il y ait tout de suite après la charte un grand nettoyage" (IAP - DAR-EL-BEIDA, 18-05)

Les masses réclament le contrôle dans tous les domaines de la vie algérienne, avec les moyens d'appliquer ce contrôle :

"Nécessité d'un contrôle continu à tous les niveaux" (n°5)

"Contrôle des dépenses par les travailleurs" (n°6)

"Création d'une Cour des Comptes" (n°58)

"Cette institution de contrôle devra être autonome par rapport au Parti et à l'Etat. Son corps doit être reconstitué et renouvelé chaque année". (AARDES 22-05)

"Nécessité pour les autorités centrales et locales d'établir annuellement un bilan de leurs activités qui doit être soumis au débat public". (AARDES 22-05)

"Contrôler qui et comment ?" "Le contrôle doit toucher n'importe quel citoyen, à fortiori s'il a un pouvoir de décision dans la gestion des affaires politiques, le contrôle ne doit épargner personne, ministre ou PDG..." (lettre n° 254)

"Système de rotation des fonctionnaires.... Cela évitera en tout cas le copinage, le "béni-amisme" et la corruption. Bref, personne ne connaît personne". (Postiers - Oran 26-05)

"Tout fonctionnaire doit avoir le droit de refuser d'obéir à un chef hiérarchique qui lui commande d'agir contre sa conscience. Il doit pouvoir soumettre le cas à une commission com-

pétente en toute liberté et en toute impunité (sans compromettre sa carrière)" (lettre n° 233)

Définition du rôle et des activités des contrôleurs populaires qui "seront élus". "Les C.P. ne jouiront d'aucun privilège, par rapport aux autres travailleurs". "Ils ne seront ni des inspecteurs d'Etat, ni des enquêteurs". Ils auront de vastes moyens, notamment la presse, radio, T.V....

Révocabilité des délégués :

"Possibilité de révoquer les élus qui ne respectent pas le mandat qu'ils ont reçu du peuple". (Mila 25 - 05)

Le contrôle doit être exercé par les travailleurs :

"Le contrôle doit s'effectuer par les travailleurs afin d'éviter les pratiques bureaucratiques. Ce sont les travailleurs qui sont au contact des réalités quotidiennes". (21 - 05)

La question du pouvoir :

Quelles sont les forces sociales sur lesquelles doit reposer la Révolution ? Contre l'introduction par Boumediène d'une force à part désignée comme étant celle des "patriotes révolutionnaires" (derrière lesquels on ne sait trop qui se cache), les masses ont clairement signifié :

"Les éléments patriotiques révolutionnaires sont inclus dans des forces sociales tels que les paysans, les travailleurs manuels et intellectuels."

Quelle est la classe qui doit diriger ?

La bourgeoisie ne doit pas avoir de place chez nous. La loi de la majorité doit l'emporter. Et en Algérie, la majorité c'est le peuple laborieux, travailleur" (Jeunes du Grand - Alger, 11 - 05).

"La volonté politique, au niveau le plus élevé est donc d'associer les larges masses à l'exercice du Pouvoir et au contrôle" (n°5)

"Exercice effectif du pouvoir réel par les masses laborieusespouvoir réel des masses, pouvoir que seule une véritable démocratie, débarrassée des carcans paternalistes, pourra contribuer à faire naître et à se développer (n° 47)

"Volonté des masses populaires de participer directement à tout ce qui ^{les} concerne" (Ministère des Affaires Etrangères, 18 05)

Séparation des pouvoirs, les masses constatent qu'il y a actuellement "une seule force qui décide. Une telle unité au sommet est l'expression pratique du détournement de la souveraineté populaire préjudiciable aux organes compétents démocratiquement élus, réduits à un rôle de figuration qui ne leur laisserait que la faculté d'entériner". (n° 179)

"Nous avons souffert du fait que c'est l'exécutif qui a exercé le pouvoir effectif". (n° 146)

Contre une telle concentration du pouvoir entre les mains d'un seul homme ou d'une poignée d'hommes, les masses réclament la rédaction d'un texte définissant les pouvoirs publics en Algérie, c'est à dire une CONSTITUTION, texte ne devant pas être le fait du prince, mais émanant de la souveraineté du peuple, donc de la seule ASSEMBLEE CONSTITUANTE. C'est ainsi que les travailleurs l'entendent :

"Que deviendra le Conseil de la Révolution après l'adoption de la Charte ?.... Puisque nous aurons une constitution et une assemblée Nationale Populaire, la réponse est simple.."
(ONAB, 13 - 05)

De la même manière, les travailleurs ont demandé une révolution administrative et judiciaire et ont exprimé leur volonté d'en finir avec ce régime militaro-policier en exigeant la "prééminence du civil sur le militaire et du Parti sur l'Armée" (n°2) :

"En système démocratique, c'est toujours le Parti qui détient le pouvoir suprême. Le Parti conçoit et l'Etat exécute" (ONP, 13 - 05)

"Prééminence du Parti avec ses trois lettres (FLN) sur l'Etat" (CASORAL - BLIDA 23/24 - 05)

Quel parti ?

Les masses se sont fermement opposées à la tentative de liquidation du FLN. Si elles sont opposées à cette liquidation, elles n'en ont pas moins exigé un bilan des activités du FLN, un assainissement complet, ainsi que des élections démocratiques à tous les niveaux :

"Oui pour un parti socialiste, mais non pour un Parti de mandarins de la Révolution. Un Parti dirigé par la base, par les travailleurs ouvriers et paysans.... il faudrait organiser le futur Parti socialiste en instaurant le pouvoir de décision dans les cellules" (n° 45)

"Le parti ne doit pas être le fief réservé à une caste"
(ONAB, 18 - 05)

"Depuis 1962, le FLN s'est cantonné dans les bureaux luxueux" (IAP - DAR - EL - BEIDA, 18 - 05)

"Nécessité de l'autocritique au sein du Parti" (OFLA, 19-05)

"Commençons l'épuration dans le Parti d'abord" (n° 146)

"Il est urgent de le réorganiser et surtout de l'assainir... préciser par quels moyens seront respectés les textes des organisations de masse" (Constantine, 12 - 05)

"Faire le point de la situation et expliquer pour quelle raison le Parti n'est plus qu'un appareil" (SN Métal, 19-05)

"Travailleurs et paysans démocratiquement élus au sein des organisations de masse doivent occuper une position dominante au sein du Parti" (CNRS, 20 - 05)

(que) "tous les membres du gouvernement ainsi que les hauts responsables du pays soient obligatoirement membres du Parti à un niveau de cellule. Cette formule permettrait un contrôle encore plus efficace" (id)

Les masses exigent la tenue du Congrès FLN avant les élections présidentielles et législatives :

"Comment peut-on concevoir des élections présidentielles, s'il n'y a pas de parti ou du moins un Congrès de ce Parti qui aura à définir les modalités de ces élections présidentielles et législatives" (Kouba, 11 - 05)

LA QUESTION DE L'UGTA

D'abord l'UGTA ne joue pas actuellement son rôle, c'est à dire celui d'instrument pour la défense des travailleurs ; c'est ce que les travailleurs ont dit :

"Quant à notre syndicat, s'il a une qualité qui ne lui a jamais fait défaut c'est certainement son inefficacité"
(salle des spectacles - Oran, 18 - 05)

.../...

"A quoi sert notre syndicat ? Si c'est pour acheter de la limonade et des biscuits pour organiser des réceptions, si c'est pour faire des discours et préparer les choses fleuries du 1er mai ? Franchement nous n'en voulons plus".

Pourquoi cet état de choses ? Parce que les dirigeants sont devenus des bureaucrates, évoluant dans les "hautes sphères", sans que la base puisse avoir aucun contrôle sur eux :

"Lorsqu'un citoyen devient par la force des choses un "haut responsable", il s'intègre, systématiquement dans la "haute classe"...(n° 179)

Parce que aussi l'emprise de l'Etat sur le syndicat est trop grande, depuis la tentative de faire de l'UGTA une simple courrière de transmission de l'Etat.

Ce qu'il faut c'est l'indépendance totale de l'UGTA de tout parti et de l'Etat, des responsables contrôlables à tout moment par la base. C'est ce que les travailleurs ont dit :

"Renforcement du syndicat.... Il faut donner au syndicat la possibilité de lutter pour nos droits" (cheminots d'Alger 18 - 05)

"Une plus grande autonomie (pour les organisations) notamment pour l'UGTA" (Maison du Peuple - Alger, 18 - 05)

"Un véritable syndicaliste... est celui qui fait ses 7 ou 8 heures comme tout le monde et qui travaille en dehors de ses heures de service. C'est pour cela qu'il est élu et c'est en cela aussi qu'il est militant" (Postiers 26 - 05)

LES LIBERTES DEMOCRATIQUES

La conception du pouvoir de la démocratie "sociale" basée sur le soi-disant pouvoir exercé par les ouvriers et les fellahs au sein des APC, des APW, de la GSE, opposée, aux libertés démocratiques qualifiées de "bourgeoises" a été massivement combattue. Plusieurs orateurs ont critiqué "l'absence totale des libertés fondamentales de l'homme dans l'avant-projet" (ONAB, 13 - 05). Les masses ont clairement affirmé que la liberté ne souffrait aucune restriction :

"Mettre la liberté au conditionnel altère déjà son véritable sens" (lettre n° 45)

"Lorsque la vérité n'est pas libre, la liberté n'est pas vraie" (n° 151)

Les masses ont donc exigé "la libre expression permanente" (Zeralda, 13 - 05), car non seulement "la liberté d'expression reste la base de toute démocratie", mais aussi "socialisme et liberté sont synonymes" (n° 45). Enfin "la liberté est une et indivisible" (ONAB, 13 - 05). Les masses ont réclamé :

Liberté de presse :

Les ouvriers, les enseignants, les fellahs, les jeunes ont sévèrement condamné la presse actuelle n'exprimant jamais les aspirations des travailleurs et ne faisant qu'imprimer les directions du pouvoir. Elle doit être leur instrument, totalement à leur service, une arme contre les abus et l'arbitraire :

"Il est libre le citoyen qui peut avoir recours contre l'arbitraire. Il est libre lorsqu'il aura un écho dans la presse. Nous estimons que la presse a une grande responsabilité. Elle doit être au-dessus de tout" (n° 53)

"Le rôle de la presse est d'être un cadre d'investigation et de contrôle contre les abus qui se produisent dans la société" (travailleurs du Ministère des Aff. Etrangères, 14 - 05)

"La liberté d'expression et mise de la presse au service du peuple. Ainsi tout abus sera très vite signalé et par conséquent sanctionné et, avant même d'être né le mal s'effacera, car les mal-intentionnés qui nous ont fait goûter à tous les traitements veulent agir en douce et ne tiennent aucunement à être reconnus" (n° 24)

"La presse doit publier la biographie de tous les candidats postulant à un poste de responsabilité au niveau de l'Etat et du Parti, en faisant état de leur situation matérielle sociale et politique" (AARDES 22 - 05)

Que l'avant-projet ne dise pas un mot de la presse, voilà qui n'est pas un hasard !

"Cependant, cette liberté ne sera entière que lorsque les travailleurs alphabétisés, politisés, pourront disposer des nouvelles techniques de communication de masse et du matériel nécessaire pour créer leurs propres journaux au niveau des entreprises de production".

Liberté d'information :

"Le droit à l'information constitue un besoin fondamental pour le citoyen au même titre que le droit au travail, le droit à l'instruction, le droit à la santé, le droit au logement... il s'agit du droit aux faits, aux sources d'information, du droit à la critique, du droit à une presse de qualité, ayant pour objectif la recherche de la vérité..." (n° 3)

"Droit du citoyen à une information objective et détaillée" (SNC, 26 - 05)

Liberté d'organisation et de réunion :

"La liberté intérieure de l'homme est menacée par le monopartisme ou le totalitarisme militaire. Le pluralisme national me paraît la seule voie qui puisse placer chacun de nous en face de ses responsabilités dans la construction du pays. Un tel système permettra à chaque citoyen de penser par lui-même, d'adhérer à un parti par un choix conscient et de modifier ce choix s'il croit avoir commis une erreur. Voilà ce qu'est la démocratie par essence... L'opposition est indispensable dans notre pays" (n° 49)

Liberté de conscience :

"La Charte ne doit pas se référer à des principes religieux qui sont une question de foi individuelle" (travailleurs du Ministère des Aff. Etrangères, 18 - 05)

Liberté de circuler :

"L'instauration de l'autorisation de sortie du territoire national est en pleine contradiction avec les principes de la liberté du citoyen et relève purement et simplement des formes bureaucratiques les plus néfastes.... S'il faut être radical, descendons le "rideau de fer" pour tout le monde et sans exception" (n° 39)

—> Les masses ont aussi réclamé l' "inviolabilité du domicile et du courrier. Les perquisitions sans autorisation préalable du procureur de la République, avec document officiel à l'appui ne doivent pas avoir cours chez nous" (ONAB, 18 - 05)

QUELLE DOIT ETRE LA LANGUE NATIONALE ?

→. Arabe classique ou algérien ? Devant ce nouveau danger de déculturation que constitue la campagne actuelle "d'arabisation" les masses ont réagi vivement, soulignant que "l'arabe dialectal est plus en rapport avec la personnalité algérienne que l'arabe classique qui n'est la langue maternelle d'aucun algérien" (Jeunes du Grand Alger, 11 - 05) et que cette langue populaire "représente l'un des plus importants facteurs d'homogénéisation" (n° 36)

→. De la même manière, les masses ont dénoncé la tentative d'étouffer l'existence de la langue berbère, partie composante du patrimoine culturel :

"Dans tous les cas, la langue berbère n'est pas une tare... la "clandestinité" ... est antinomique au concept même de culture" (n° 36)

→. Enfin les travailleurs ont condamné cette politique scolaire qui permet l'existence d'écoles privées où l'enseignement se fait à base de français et d'anglais, "langues scientifiques", menant à des carrières d'avenir ; une politique d'inégalité, qui à côté de cet enseignement de qualité pour les fils de bourgeois, n'offre à l'immense majorité des enfants algériens qu'un enseignement au rabais, caractérisé par l'extrême insuffisance de moyens, l'anarchie et l'empirisme. Les masses ont réclamé la nationalisation de l'enseignement et la disposition de toutes les écoles privées, l'égalité des chances pour tous, avec la suppression du double enseignement : l'un scientifique pour les enfants de riches, l'autre littéraire et religieux pour les enfants de travailleurs ; elles ont condamné l'incohérence des programmes et réclamé la laïcité.

"Certains responsables qui se hissent actuellement au plus haut niveau du Pouvoir confient leurs fils à des établissements privés néo-colonialistes où la langue arabe joue un rôle mineur, une option facultative" (n° 32)

"Et les écoles privées ? Est-ce qu'on va les supprimer ou continueront-elles à accueillir les enfants des "grands et des hauts fonctionnaires" ? Les écoles doivent être ouvertes à tous les élèves sans aucune distinction" (Alger Centre, 9/10 - 05)

"Et cette question des deux filières dès la sixième : arabe et bilingue ? Une étude sociologique sur les origines sociales des enfants qui les fréquentent révélerait que, grosso modo, la première est le lot des couches populaires et la seconde celui des classes aisées. Aux "un enseignement au rabais", sans prestige, à cause des insuffisances - conjonctuelles - de la langue arabe, aux autres un enseignement scientifique, clef de l'avancement social". (n° 51)

"L'enseignement doit être le même pour tous. Quels sont les fils de ministres qui fréquentent l'école communale ? Pourquoi ? C'est un enseignement de classe" (INOVAC, 13-05)

QUEL ISLAM ?

Quelle que soit la position de chacun sur les relations entre Socialisme et l'Islam, il se dégage nettement que ce dernier ne doit aucunement servir de paravent, car un bourgeois et un travailleur peuvent être tous deux musulmans, car c'est au nom de l'Islam que certains gouvernements écrasent des peuples (l'exemple du peuple palestinien est là pour nous le rappeler).

La religion ne doit pas servir à entretenir l'obscurantisme :

"Abolition du maraboutisme et des confréries" (n° 39)

Lorsqu'elles se prononcent pour que l'Islam joue un rôle important dans la vie publique, les masses y mettent un contenu très précis :

"L'Islam est par essence scientifique et est synonyme de justice sociale". (Oran 26 - 05)

Cependant, beaucoup vont plus loin, posant le problème religieux comme une affaire purement personnelle et revendiquant la séparation des affaires religieuses de l'Etat (en soulignant très justement le caractère de division que comporte la religion) :

(l'Islam) "correspond beaucoup plus à une éthique qui ne pose aucune limite à la propriété privée. Socialisme et Islam ne paraissent être deux choses qui ne se rencontrent pas" (ANEP, 13 - 05)

"Enseignement originel : Quel est son but ? Former le personnel du culte ? (en aussi grand nombre ?). N'y a-t-il pas dispersion de moyens : matériels (locaux) et humains (personnel) ? (n° 233)

LA JEUNESSE :

La jeunesse, qui pourtant constitue la majorité de la population algérienne, est totalement livrée à elle-même. A part l'embrigadement par le Service National, et le volontariat, la caporalisation dans l'UNJA, tout ce que lui offre le gouvernement, c'est le chômage, l'absence de culture, l'absence de loisirs, l'extrême insuffisance des écoles ; la seule voie

qui soit ouverte pour l'immense majorité des jeunes c'est celle de la délinquance, du banditisme, c'est celle de la déchéance (alcoolisme, etc...). Face à cette situation les masses ont réclamé des "programmes pour la jeunesse" (lettre n° 203), une réduction de la durée (de plus en plus grande) du Service National. Elles ont constaté que :

"le manque de loisirs et de structures réservées à la jeunesse se répercute automatiquement sur ces enfants que guettent les dangers de la rue". (Blida - 23/24 - 05)

et ont réclamé des solutions urgentes pour le :

"problème du chômage, de la formation professionnelle, de l'animation culturelle et de l'inexistence de structures de l'UNJA" (Mila - 25 - 05)

LES FEMMES :

"Quelles mesures propose-t-on aux femmes algériennes pour les faire participer (autrement que par des discours) pleinement à la marche de notre pays vers le progrès ? Et surtout quels moyens la Charte donne-t-elle aux femmes algériennes pour faire respecter leurs droits ?" (n° 54)

Ce sont là les questions auxquelles les masses attendent une réponse rapide et concrète. Ici encore, elles ont commencé à aborder les solutions et à indiquer la voie dans laquelle il fallait s'engager :

"Travail de la femme : il permet son émancipation (ne vit plus cloîtrée) et sa plus grande liberté (grâce à son salaire)" (n° 233)

L'oppression totale dont est victime la femme algérienne n'est pas à démontrer. Aucun doute que l'émancipation de la femme ne commencera qu'avec la fin du chômage quasi-absolu et la reconnaissance et le respect des droits des femmes.

"On devrait interdire la polygamie" (Postiers, Oran 26 - 05)

"Que l'avortement soit autorisé, qu'il y ait un contrôle des naissances et l'instauration du planning familial" (Juristes, 16/17, 05)

"Refonte totale de l'UNFA" (Ministère des Aff. Etrangères 13 - 05)

LES FELLAHS :

Ce que les fellahs réclament c'est :

"Effacement progressif et rapide des différences dans le mode de vie et le niveau de culture qui existent entre la ville et la campagne". (CNEP - 23/24 - 05)

"Des mesures doivent être prises pour arrêter l'exode rural, notamment en créant dans les campagnes les conditions de vie décentes : enseignement, santé, etc....(Services financiers 23/24 - 05 Constantine)"

"Relèvement de l'avance, construction de logements de manière que le fellah puisse améliorer son niveau de vie" (Mila 25 - 05)

A propos de la Révolution Agraire, voilà ce qu'ils constatent :

"Je peine toute une saison, et la CAPCS s'adjuge le tiers du prix d'un kilogramme de petits pois" (Mila 25- 05)

"La majorité des domaines sont déficitaires" (Zeralda 13 - 05)

"Depuis un an nous n'avons pas vu un seul membre de l'UNPA, toutes les demandes et réclamations que nous leur adressons restent lettre morte". (Mila 25- 05)

A ce sujet, ils font même cette proposition :

"Il faudrait que l'UNPA soit intégrée totalement dans l'UGTA et forme une Fédération des travailleurs de la terre". (lettre n° 174 - 20 - 05)

→ Toutes ces revendications aboutissent à remettre en cause la Révolution Agraire, qui apparaît comme "un instrument de la bourgeoisie d'Etat pour dominer la campagne.... (car) il y a financement de l'industrie par l'agriculture".... (rapporté par Mihoubi, 19 - 05).

Malgré la censure, malgré l'élimination d'une énorme quantité de lettres, les travailleurs manuels et intellectuels, les jeunes, les fellahs se sont exprimés sur tous les aspects de la vie algérienne. Ils ont examiné et analysé dans le détail la situation actuelle de l'Algérie : ils ont dénoncé

.../...

GREVE A LA MITEX-FITEX DE BIRTOUTA

Le 8 Septembre, les travailleurs de l'usine de textile MITEX-FITEX de Birtouta envoient une délégation à la direction pour demander la reconnaissance de la section syndicale dans l'entreprise, comme l'exige la législation du travail.

Le patron refuse et met à pied le délégué syndical. Riposte immédiate des travailleurs : occupation de l'entreprise et mise en place d'un piquet de grève.

Comme il est difficile d'envoyer la police contre les ouvriers qui demandent l'application de la loi, une réunion de "médiation" se tient avec les délégués du patron et des ouvriers et en présence "du chef de la daïra, du coordinateur de la Kasma, du directeur de l'Inspection du travail de Blida, l'Union Territoriale, le responsable fédéral de l'USTA, le commandant du Darak-el-Watani de Boufarik (!), le commissaire adjoint de la Sûreté Nationale (I)." (El Moudjahid 1/2 Octobre 1976).

Curieuse commission de "conciliation" avec tout le gratin de l'appareil politique, administratif, militaire et policier pour appliquer la législation du travail et les principes énoncés dans la Charte elle-même, votée à 99,51 %.

El Moudjahid continue :

"L'ensemble de ces personnalités ont écouté avec attention le directeur de l'Inspecteur du travail et ont approuvé les points de vue juste qu'il a développés.

Malgré toute la bonne volonté de tout ce monde, la direction s'est systématiquement appliquée à faire de l'obstruction au point que les instances locales présentes n'ont pu que se résigner à accepter la prolongation de la grève pour aussi longtemps qu'il faudra."

Les choses sont claires : le pouvoir sévit durement contre les travailleurs lorsqu'ils réclament des augmentations de salaires, car cela remet en question la bataille de la production et le plan. Mais il se garde de sévir contre le patronat, ce qui révèle bien son caractère de classe et ridiculise les distinctions fumeuses de la Charte "socialiste" sur bourgeoisie exploiteuse ou non exploiteuse.

"Tribune Algérienne" soutient le combat que mènent les travailleurs contre le plan d'austérité, contre les institutions corporatistes de la charte et de la G.S.E. par leur organisation dans l'UGTA. Le combat mené à Birtouta participe du combat mené par le prolétariat pour se rassembler dans une organisation de classe indépendante du pouvoir, de l'armée, de la police et de la Sûreté Nationale. C'est le sens du combat que mène "Tribune Algérienne" pour un Congrès extraordinaire et démocratique de l'UGTA !

A LA C.B.T.P. (chantiers de Travaux Publics) DE REGHAIA :

GREVE ILLIMITEE, OCCUPATION !

Le 6 Août 76, 82 travailleurs de la C.B.T.P. de Réghaïa se mettaient en grève illimitée avec occupation de leur chantier sur les revendications suivantes :

- augmentation de salaire de 30 %
- le 13e mois, indemnité de prime de transports
- augmentation des oeuvres sociales, etc...

Devant la détermination des travailleurs, la direction de la C.B.T.P. (BelKhadi), accordait immédiatement :

- 0,20 DA de l'heure pour les manoeuvres, 0,10 DA pour les O.S., l'indemnité de prime de transports.

Ces propositions de la direction ont été jugées inacceptables par les travailleurs en grève... Ils continuent la grève et l'occupation !

Cette grève appelle quelques remarques :

- elle a été déclenchée après l'"approbation" par 98;51% des voix de la "Charte Nationale" qui déclare la guerre à l'"ouvriérisme". L'"ouvriérisme" pour Boumediene et sa "Charte" c'est la lutte pour les revendications des travailleurs ! L'expression de la Charte au niveau de la lutte contre la classe ouvrière algérienne, c'est la direction de l'UGTA, qui dans une réunion de la Commission exécutive assimile la grève... à un sabotage économique ; c'est la budget et la loi de finances 76 qui instaurent l'augmentation de la durée du travail (Cf TRIBUNE N°6) l'augmentation des cadences, l'austérité générale.

- Ce qui frappe dans cette grève c'est l'écart entre les exigences des travailleurs et... ce que la direction a immédiatement accordé (que les travailleurs ont refusé).

Les exigences se refusent à tenir compte des possibilités de la direction et du budget.

En définitive cette grève est une réponse cinglante à la Charte, au budget, à la loi de finances !

Enfin, et cela est d'une importance primordiale, cette grève a été déclenchée par la section UGTA, qui est soutenue par la totalité des personnels et des grévistes (82).

En ce sens, le rôle joué par la section syndicale et les délégués va à l'encontre de la direction de l'UGTA qui s'est ouvertement, lors des débats et des élections sur la Charte, mise au service de la politique de l'appareil d'Etat.

La section syndicale U.G.T.A. de la C.B.T.P. entend clairement défendre, jusqu'au bout, les intérêts des travailleurs.

Par cette prise de position sans équivoque, la section syndicale et ses responsables posent le problème du rôle que doit jouer l'U.G.T.A. comme organisation syndicale des travailleurs au service des seuls travailleurs; le problème de l'INDEPENDANCE DE L'U.G.T.A. par rapport à l'Etat.

Nous rappelons à nos lecteurs que sont encore disponibles quelques numéros du numéro spécial de "TRIBUNE ALGERIENNE" qui comprend en français et en arabe tous les éditoriaux de "TRIBUNE" parus depuis Septembre 74 sur la CONSTITUANTE SOUVERAINE.

PASSER COMMANDES A LA S.E.L.I.O.

A la S.E.L.I.O., 8 rue du Faubourg St-Denis PARIS 75010
Métro Chateau d'Eau, vous trouverez tous les ouvrages publications ... nécessaires à la compréhension et au combat pour le Socialisme.

LE COMITE DE LIAISON DES TROTSKYSTES ALGERIENS (C.L.T.A.)

(Pour la reconstruction de la IVème Internationale)

REVOLUTION ET CONTRE REVOLUTION AU PROCHE ORIENT

Depuis 16 mois la guerre civile se déchaîne au Liban. Guerre confessionnelle, complot des forces " isolationnistes " visant à la partition du Liban, complot contre la " Nation Arabe ", " tragédie de la Nation Arabe " ... ?

En fait, il s'agit de l'application du Plan Rogers-Kissinger de normalisation de la situation au Proche Orient, entièrement approuvé par la bureaucratie de Moscou et de Pékin, la totalité des P.C. du monde et tous les dirigeants des pays membres de la Ligue Arabe.

Ce plan admet l'existence de l'Etat d'Israël dans des frontières sûres et reconnues, garanties par l'impérialisme US, Moscou, Pékin et tous les pays de la Ligue Arabe. Ce plan admet et garantit le découpage de l'empire turc, par l'impérialisme franco-anglais depuis 1920, en Etats artificiels créés contre le mouvement nationaliste des Arméniens, Kurdes, palestiniens.

L'application de ce plan, commencée avec l'accord sur le Sinaï (fin août 1975) suppose la liquidation de la résistance palestinienne, le démantèlement du Liban et la mise en place d'une Fédération où le pseudo Etat palestinien (Gaze Cisjordanie) serait intégré dans un ensemble incluant la Syrie, la Jordanie et le Liban sous la direction d' Assad.

L'intervention massive d'Israël dans le Sud Liban, le déclenchement de la guerre civile par les milices de Gemayel Frangié-Chamoun, la participation de l'armée aux côtés des milices n'ont pas suffi. Bien au contraire, l'administration, la police, l'armée, bref tout l'appareil d'Etat libanais ont explosé.

C'est pour empêcher l'apparition de nouveaux soviets d'Irbid à Tripoli - Saïda - Sour - Beyrouth, l'apparition de la république des Soviets au Liban, remettant en cause tout l'ordre bourgeois au Proche Orient, qu' Assad, soutenu massivement sur le plan militaire, financier et politique par Washington - Moscou - tous les chefs d'Etats arabes ... et Israël a entrepris de rétablir, l'ordre au Liban, d'abord d'une manière indirecte par l'intermédiaire de la Saïka et de l' ALP puis après le démantèlement de la Saïka et le ralliement de l' ALP à la cause libano-palestinienne, directement par l'invasion massive du Liban en juin 1976.

Malgré la puissance de ses armées, malgré l'aide contre-révolutionnaire apportée, malgré le blocus des ports effectués par Israël et Assad, malgré la sauvagerie de la répression exercée à Tal Al Zaatar, Nabaa, Selima, Assad " le progressiste " n'est pas parvenu à jordaniser le Liban et a effectué un nouveau " Juin noir " .

C'est que, en 1976, après la défaite américaine au Vietnam - Cambodge - Laos, le Watergate et le départ de Nixon la crise du système monétaire internationale, la crise de la bureaucratie stalinienne et la révolution qui a commencé au Portugal, les rapports de force entre les classes à l'échelle internationale ne sont plus les mêmes qu'en 1970-71.

La fragilité des régimes bourgeois dans tout le Proche Orient est telle que Assad qui craint l'effondrement de son régime dont le caractère contre révolutionnaire ne peut plus être camouflé malgré l'aide du PC Syrien, procède par étapes, recherche au nom de l'unité de la Nation Arabe, la caution d'Arafat-Habache-Hawathmeh, et s'en remet au roi Khaled devenu le patron de La Ligue Arabe. Malgré l'unanimité réalisée au dernier Sommet de Ryad, la contre-révolution ne parvient pas à triompher au Liban.

Mieux. Au fur et à mesure que se prolonge le conflit, la nature réactionnaire et contre révolutionnaire de monarchies (Arabie, Jordanie, Koweït ...) des régimes bourgeois (Egypte) ou " socialistes " (Syrie, Irak, Yemen du Sud, Libye, Algérie ...) apparaît de plus en plus nettement à des millions de travailleurs, de fellahs et de jeunes.

En Algérie, 15 mois de guerre civile au Liban ont démasqué définitivement Boumédiène, le soi disant anti-impérialiste. En 1967 et en 1973 Alger, ouvrait des bureaux de recrutement, envoyait des bataillons pour participer à la guerre " révolutionnaire " jusqu'au bout contre Israël. En 1976, le pouvoir pleure sur " la tragédie " palestinienne et soutient totalement par derrière Assad.

Comment peut-il en être autrement d'un pouvoir né du putsch du 19 Juin 1965, qui a livré tous les hydrocarbures au Cartel US, livré le pays à l'impérialisme, privé le peuple algérien de toutes ses libertés, du logement, du travail, du pain;

Pas un seul algérien n'admet et n'oublie la politique actuelle du " socialiste " Boumedienne allié de Sadate - Hussein - Assad.

Le C.L.T.A. combat pour le droit des Palestiniens à fonder une nation. Ce droit implique la destruction de l'Etat d'Israel, ainsi que celle des Etats féodaux bourgeois arabes du Proche Orient.

L'Etat National palestinien, laïque et démocratique sera fondé par les travailleurs juifs et arabes, actuellement en lutte à un ennemi dont la guerre au Liban a révélé leurs intérêts communs, à savoir la caste des propriétaires fonciers et la bourgeoisie arabe, la bourgeoisie juive et l'impérialisme.

Le C.L.T.A. estime que le mot d'ordre unificateur du combat commun des travailleurs, paysans, jeunes arabes et juifs est celui de la CONSTITUANTE PALESTINIENNE, qui remet en question tout l'ordre bourgeois actuel au Proche Orient et en particulier l'Etat sioniste et les Etats bourgeois féodaux arabes et se situe dans la perspective des Etats Unis socialistes du Machrek d'où seront bannies l'oppression et l'exploitation.

Le C.L.T.A. qui soutient inconditionnellement la lutte du peuple libano-palestinien déclare que ce n'est ni par des déclarations " révolutionnaires " , des slogans ou des collectes charitables (bateau de la paix au Liban) mais par la lutte pour la clarification politique, la lutte pour démasquer les régimes soi disant socialistes de Assad - Khadafi - El Bakr - Boumedienne, la lutte pour rassembler les ouvriers, les fellahs, les femmes et le jeunesse dans un vaste mouvement qui mène à la Révolution prolétarienne en Algérie et aux Etats Unis socialistes du Maghreb et dont le mot d'ordre transitoire et unificateur est actuellement celui de la CONSTITUANTE ALGERIENNE.